

POSTES ET MISSIONS A L'ETRANGER (HORS AEFE)

MOUVEMENT 2005 (Transparence N°10)

1) REINTEGRATION

2) MISSIONS DE COURTE OU MOYENNE DUREES

3) POSTES D'ASSISTANTS TECHNIQUES

Cette dixième période de dépôt de candidatures, liée à une dixième liste de postes sera close le 15 juin 2005, à minuit heure de Paris.

Attention des postes supplémentaires sont mis en ligne le 1^{er} juin 2005.

Vous pouvez formuler un maximum de 4 voeux. Si vous avez déjà saisi un CV, vous pouvez le modifier, mais en aucun cas en créer un nouveau.

Il vous appartient de consulter régulièrement ce site pour connaître la date du début d'une éventuelle période complémentaire, liée à une nouvelle liste de postes.

1) REINTEGRATION

IREINT : Réintégration

Ce voeu n'est pas un voeu comme les autres, il concerne les agents actuellement en poste à l'étranger dans un service culturel, un établissement culturel ou sur un poste relevant de l'assistance technique, qui arrivent en fin de contrat et souhaitent bénéficier d'un accompagnement lors de la réintégration (les personnels AEFE ne sont pas concernés).

Cette recherche d'emploi spécifique est indépendante de la demande administrative de réintégration dans votre corps d'origine que vous devez adresser, dans les délais requis par l'administration, aux directions gestionnaires de personnels (direction des personnels enseignants ou direction des personnels d'encadrement) ou aux gestionnaires des établissements dont vous dépendez. Cette hypothèse de réintégration dans son corps d'origine, pour y assurer les fonctions correspondantes, doit être considérée comme naturelle à l'issue d'un détachement.

Toutefois, le bureau du réseau extérieur et de la coopération technologique (DRIC A4) tentera de vous aider à faire valoir les compétences acquises à l'étranger. Il assure notamment une veille sur les postes dans lesquels vous pourriez utiliser au mieux vos nouvelles compétences. La D.R.I.C. n'est pas un bureau de placement, aussi, nous vous encourageons très vivement à entreprendre des démarches de votre côté et à nous tenir informés des résultats.

Le voeu « réintégration » n'est pas inclus dans la limite des quatre voeux pour un poste à l'étranger. Si vous terminez un premier contrat de quatre ans, vous pouvez à la fois formuler quatre voeux pour un nouveau poste à l'étranger et un voeu réintégration car nul ne peut vous assurer que vous aurez un second poste l'an prochain.

Après avoir saisi votre curriculum vitae, vous devez remplir une fiche de voeu sur laquelle figurera le code REINT et dans la partie réservée au rédactionnel libre vous devez préciser : votre Académie de rattachement (celle que vous souhaitez si vous ne connaissez pas encore votre affectation), le type de poste qui pourrait vous intéresser et les éléments de motivation les plus pertinents.

En outre, si vous envisagez de « valider les acquis de l'expérience » à l'étranger par un diplôme universitaire, consultez le site REVA du service formation continue de l'université Paris III. <http://www.fcp3-univ-paris3.com>.

Toute information complémentaire concernant le suivi de votre dossier doit être demandée par courrier électronique dric-a4@education.gouv.fr. Si vous êtes de passage à Paris, n'hésitez pas à prendre rendez-vous avec nos services pour vous entretenir de votre situation à la rentrée suivante.

2) MISSIONS DE COURTE OU MOYENNE DUREES

2MISS : Missions de courte ou moyenne durées

Ce vœu n'est pas un vœu comme les autres, il concerne les agents expatriés ou non, désireux de participer à des missions à l'étranger pour des périodes de courte ou moyenne durées.

La réforme de l'assistance technique se poursuit. L'assistance technique de « substitution » est en partie remplacée par une assistance technique de « conseil ». A l'assistance technique dite « résidentielle », qui demeure le point d'appui de la coopération, s'ajoute désormais une assistance technique basée sur des missions de courte et moyenne durées.

Des missions ponctuelles sont également à prévoir dans le cadre de la gestion des crises internationales.

Outre la réponse à une demande de la coopération bilatérale, cette assistance technique de conseil pourra également répondre à la demande multilatérale (Union Européenne, Banque mondiale...).

D'ores et déjà, chaque ministère technique doit se doter d'un vivier d'experts. La DRIC s'organise pour répondre aux différentes demandes d'experts dans les domaines suivants : jeunesse, éducation, formation, recherche.

Les agents concernés doivent être capables d'analyser une situation et de définir les actions qui seront réalisées par des ressortissants du pays bénéficiaire. Ils doivent également avoir des compétences en matière d'évaluation.

Après avoir saisi votre curriculum vitae, vous devez remplir une fiche de vœu sur laquelle figurera le code MISS et dans la partie réservée au rédactionnel libre : une synthèse de vos compétences particulières, les zones géographiques que vous connaissez bien, le type de missions qui pourrait vous intéresser et quelques éléments de motivation

Dans le cas où vous seriez également candidat à des postes du réseau culturel ou à des postes relevant de l'assistance technique, le vœu « mission » n'est pas inclus dans la limite des quatre vœux pour un poste à l'étranger.

3) POSTES D'ASSISTANTS TECHNIQUES

BEN-FPS-0003 : BENIN (COTONOU)

MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

(IR en cours) Ce Conseiller Technique, chef de file d'appui à l'enseignement supérieur et chargé de l'ingénierie de la Formation et de la Recherche dans l'enseignement supérieur placé auprès de la Direction de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche du Ministère sera chargé de participer à la définition et assurera la coordination au sein du Ministère de l'ensemble des projets et outils d'intervention de la Coopération Française au service du développement de l'Enseignement Supérieur au Bénin en concertation avec le Service de Coopération et d'Action Culturelle.

Il contribuera à l'élaboration, puis assurera la mise en œuvre du projet d'appui à l'Enseignement Supérieur au Bénin centré sur le renforcement des capacités d'encadrement et de pilotage, l'appui à la formation initiale et continue des enseignants chercheurs, l'adaptation des parcours de formation LMD (Licence, Master, Doctorat), le développement et la valorisation de la recherche et la maîtrise de la gestion des étudiants et de leur environnement numérique. Il contribuera à la mise en œuvre des projets mobilisateurs en cours (SIST – Système d'Information Scientifique et Technique - et CORUS – Coopération pour la Recherche Scientifique et Technique-) et étudiera tous les développements ultérieurs utiles. Il accompagnera et développera les partenariats Inter Universitaires et apportera son concours à la réalisation d'un schéma directeur d'attribution des bourses dans une perspective partenariale et multilatérale.

Ce poste requiert un enseignant du supérieur expérimenté en ingénierie de recherche formation et en relations internationales ayant une expérience en suivi d'exécution administrative et financière de projet ainsi qu'une expérience d'aide à l'encadrement et au pilotage

BEN-SR-9005 : BENIN (COTONOU)

MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

(IR en cours) Ce Conseiller technique en ingénierie de gestion de la scolarité des étudiants, placé au sein du Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique sera en charge, en collaboration avec le chef de file, de la coordination des actions d'appui à la gestion de la scolarité, des inscriptions et des œuvres universitaires. Il aura pour tâche essentielle l'élaboration et la mise en place des outils, de l'infrastructure informatique, la réalisation progressive d'un réseau, en application et en cohérence avec des dispositions administratives rénovées. Il assurera l'apport technique en matière de définition logicielle et matérielle des actions à mener sur l'ensemble des appuis à l'Université.

Ce poste requiert un agent ayant une expérience confirmée en matière d'ingénierie logicielle, informatique et réseau en Université, une expérience en pays étranger en matière de suivi de projet d'informatisation de services publics, une expérience des systèmes de gestion de la scolarité et des inscriptions dans les établissements de formation

universitaire, ainsi qu'une connaissance des procédures de gestion d'un service éducatif administratif (définition d'objectifs et modalités d'évaluation, gestion de calendrier de mise en œuvre) serait appréciée. Il aura des qualités de négociation, d'animation, de gestion de la ressource humaine.

BKF-FPR-4007 : BURKINA FASO (OUAGADOUGOU)
GROUPE DES ECOLES EIER-ETSHER

(IR en cours) Ce Conseiller technique du Directeur des études et des services académiques aura pour mission d'appuyer l'évolution du dispositif de formation du Groupe EIER-ETSHER vers le système international LMD (Licence, Master, Doctorat) et de le conseiller pour la définition et la mise en place du projet d'établissements, innovations pédagogiques et vie scolaire.

Ce poste requiert un professeur, ingénieur ou titulaire d'un diplôme de niveau BAC + 5 et une forte expérience dans la direction d'institutions d'enseignement et la mise en œuvre de projet d'établissement. Une formation complémentaire de spécialisation dans la mise en place des dispositifs de formation et de formation de formateurs est souhaitée ainsi qu'une expérience confirmée de la gestion des dispositifs de formation et la scolarité, gestion des moyens humains, gestion des élèves, organisation des examens. Il aura une connaissance de l'évolution des cursus européens et des compétences affirmées dans les domaines du management et de la communication interne et externe, et si possible une expérience du développement et des coopérations bilatérales et/ou multilatérales. Il démontrera un intérêt marqué pour les activités pédagogiques et la vie scolaire et, outre une aptitude au travail de groupe et au travail multidisciplinaire, il aura une bonne capacité de communication, d'animation, d'organisation et d'autonomie et une très bonne pratique des outils informatiques

BKF-FPS-4001 : BURKINA FASO (OUAGADOUGOU)
GROUPE DES ECOLES EIER-ETSHER

Octobre 2005

(IR en cours) Conseiller Technique auprès du Directeur général s'exerce dans le cadre des missions générales du Groupe des Ecoles EIER-ETSHER et de l'appui que la France lui apporte. Il sera en chargé :

- des relations avec les partenaires de coopération, le secteur privé et les ONG
- du développement de la coopération scientifique et technologique et des partenariats notamment avec les -pays anglophones
- d'assurer la fonction d'appui conseil à la direction générale en matière d'organisation et méthode de la responsabilité opérationnelle du développement de l'informatique et des nouvelles technologies
- de participer activement à la valorisation de l'information scientifique technologique.

Ce poste requiert un profil ingénieur (grande école scientifique) ou équivalent, ayant au moins 5 ans d'expérience dans les pays en développement dans des situations professionnelles requérant un fort potentiel relationnel, une capacité de décision et d'animation d'équipe dans un contexte multiculturel notamment en pays anglophones. Il aura des compétences affirmées dans les domaines du management et de la communication interne et externe, une expérience du développement et des coopérations bilatérales et/ou multilatérales, des ONG et du secteur privé. Outre une aptitude au travail de groupe et au travail multidisciplinaire, il aura une bonne capacité de communication, d'animation, d'organisation et d'autonomie et une très bonne pratique des outils informatiques et de l'anglais.

GUE-E-0016 : GUINEE EQUATORIALE (MALABO)
MINISTRE DE L'EDUCATION DES SCIENCES ET DES SPORTS

(IR en cours) Conseiller pédagogique Français Langue Etrangère. Responsable de la composante 2 (Enseignement du Français post-scolaire et aux adultes) du PADIF (Projet d'appui à la diffusion du Français, il exercera ses fonctions à l'Institut Culturel d'Expression Française (ICEF) et au Bureau Pédagogique de Malabo. Sous l'autorité du chef du projet, il sera responsable de la composante « enseignement du français post-scolaire et aux adultes ». A ce titre, il sera chargé de structurer l'enseignement du Français dans les différentes filières de l'Université Nationale de Guinée Equatoriale, d'appuyer la mise en place de cours délocalisés de Français ainsi que les cours de FOS en collaboration avec l'ICEF (Institut Culturel d'Expression Française) ; organiser les sessions du DELF et du DALF , d'envisager, en tant que de besoin, la mise en place de nouvelles certifications.

Il assurera également le suivi des formations à distance proposées aux enseignants de français ainsi que celui des enseignants/boursiers envoyés dans la sous-région.

Le candidat, titulaire d'une maîtrise en FLE, devra posséder une expérience préalable de l'enseignement du FLE et de la mise en place et de l'organisation du DELF et du DALF. Il devra en outre maîtriser parfaitement les outils informatiques courants (Internet, Word, Excel, etc.) et être sensibilisé à la problématique des formations à distance (Collaboration avec l'antenne du Réseau Africain de Formation à Distance / RESAFAD). Des notions d'espagnol sont souhaitables.

JER-SR-0009 : TERRITOIRES PALESTINIENS (BIR-ZEIT)

UNIVERSITE

(IR en cours) Adjoint du Directeur de l'Institut de droit de l'université de Bir Zeit et du Doyen de la faculté de droit et d'administration publique, sous la tutelle du Conseiller de Coopération et d'Action Culturelle, il devra à la fois enseigner et jouer le rôle d'animateur de l'équipe enseignante et de recherche dans le cadre du développement de cette faculté dont le financement sera assuré par un Fonds de solidarité prioritaire (FSP). Il dispensera d'une part, un enseignement universitaire prioritairement dans le cursus d'administration publique et secondairement dans celui de droit, et d'autre part un enseignement professionnel en participant aux programmes de formation de fonctionnaires auxquels la faculté pourrait être associée. Il assurera le suivi pédagogique du programme d'administration publique, la coordination avec les universités et les institutions françaises partenaires et mettra en place le programme de formation à l'étranger des étudiants (Erasmus ou autres) avec la mobilisation des financements nécessaires. Il gèrera les fonds du FSP en liaison avec le Conseiller de Coopération et d'Action Culturelle. Cet assistant technique développera un programme de recherche en droit et en administration publique.

Ce poste requiert un universitaire ou maître de conférences titulaire d'un doctorat en droit public qui, outre ses qualités d'enseignant, devra avoir des capacités d'écoute et de négociation ainsi que d'adaptation à un contexte culturel et professionnel spécifique. La connaissance de l'anglais est indispensable, certains cours étant dispensés dans cette langue, celle de l'arabe serait appréciée. Une expérience à l'étranger dans la gestion de projets analogues serait souhaitable.

MAD-FPI-0001 : MADAGASCAR (TANANARIVE)

CENTRE DE FORMATION PROFESSIONNELLE POUR ADULTES (CFPA)

Octobre 2005

(IR en cours) Ce directeur assurera notamment la mise en œuvre des conditions requises pour accompagner le centre de formation professionnelle pour Adultes (CFPA) vers l'autonomie financière et technique. Dans ce contexte, et sous la responsabilité du bureau de l'Association pour la Formation Professionnelle Franco-malgache (ASFOR) gérant le CFPA, il devra :

- assurer le pilotage du centre de formation professionnelle des adultes en poursuivant la mise en place de l'organisation administrative et technique du centre et en prévoyant dans la mesure du possible la formation d'un homologue.
 - assurer l'organisation de la formation des formateurs malgaches du CFPA et la formation d'un consultant malgache en ressources humaines
 - assurer le développement de la formation professionnelle en liaison et en partenariat avec le secteur privé et avec les autorités malgaches
- apporter un appui aux entreprises en matière d'ingénierie de la formation : conseil en recrutements de personnels, bilan de compétences...
- apporter son appui et son expertise aux services de l'Ambassade notamment auprès du Comité Consulaire Pour l'emploi et la Formation du consulat général

Ce poste requiert un titulaire de DESS en psychologie du travail (validé AFPA), une maîtrise des outils bureautiques, une expérience de la gestion de centre de formation et de conduite de prestations en ressources humaines. Une connaissance des dispositifs de la coopération est souhaitée.

MLI-SR-0041 : MALI (BAMAKO)

MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE

(IR 17 envisagée) Cet assistant technique, dans le cadre d'un projet d'appui à la modernisation de l'enseignement supérieur malien financé sur le Fonds de Solidarité Prioritaire (FSP), sera responsable de la composante d'appui institutionnel à l'enseignement supérieur et co-responsable de la composante de valorisation des ressources humaines. Il est placé auprès de la direction nationale de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique (DNESRS) du ministère de l'Education Nationale et, dans ce cadre, contribue à la définition de la politique sectorielle de l'éducation. L'assistant technique est placé sous l'autorité conjointe du directeur national de l'enseignement supérieur et du chef du service de coopération et d'action culturelle. En coordination avec le chef de projet, il assurera un appui à la définition de la politique sous-sectorielle de l'enseignement supérieur, à la préparation et la mise en œuvre de la réforme « LMD » (Licence, Master, Doctorat), à l'élaboration des projets d'établissement, à la réforme des cursus universitaires et au suivi de la mise en œuvre d'une application informatisée de gestion universitaire. Le profil requis est celui d'un enseignant universitaire ayant eu un poste de responsabilité à l'université, dans un établissement ou un département dans l'enseignement supérieur (IUT, UFR, commissions administratives, comités techniques académiques), ayant si possible participé à la mise en œuvre de la réforme « LMD ».

NGR-E-0316 : NIGER (NIAMEY)**MINISTERE DES ENSEIGNEMENTS SECONDAIRES ET SUPERIEURS, DE LA RECHERCHE ET DE LA TECHNOLOGIE (MESSRT)**

Direction Générale de la Prospective, de l'administration et des ressources

La France appuie la mise en œuvre du Plan décennal de développement de l'Education du Niger par un projet de l'Agence française de développement et un projet du fonds de solidarité prioritaire « Programme de Soutien à la Procédure Accélérée en Faveur de l'Education Pour Tous au Niger » (PADEN), associant une aide-projet et une aide-programme, une équipe de 7 assistants techniques et la prise en charge de la coordination des bailleurs dans le secteur de l'éducation (chef de file).

L'Expert en planification de l'éducation est positionné auprès du DGPAR (Directeur Général de la prospective, de l'administration et des ressources) du MESSRT (Ministère des Enseignements Secondaires et Supérieurs, de la Recherche et de la Technologie). Sous la responsabilité du DGPAR, et dans le cadre de l'élaboration d'une stratégie sectorielle pour le secondaire, il participe aux travaux de réflexion, d'élaboration et de mise en œuvre du "2ème étage" du PDDE (1er cycle secondaire).

Il rend compte de son activité au DGPAR et au Chef du SCAC de l'Ambassade de France, en particulier par un rapport annuel.

Le profil de poste correspond à un emploi de cadre de haut niveau du Ministère de l'Education, notamment : Inspecteur d'Académie – Inspecteur Pédagogique Régional (IA-IPR), Inspecteur de l'Education Nationale, faisant fonction d'Adjoint à un Inspecteur d'Académie, Universitaire, spécialisé en Sciences de l'Education, Ingénierie de l'Education, CASU, DSDEN.

Le titulaire du poste aura à démontrer des compétences en matière de gestion du système éducatif, une bonne expérience en matière de gestion financière et de ressources humaines, des compétences relationnelles de bon niveau ainsi que de bonnes capacités relationnelles et d'une aptitude à travailler en équipe. Le candidat devra avoir une expérience antérieure de la coopération en ingénierie de l'éducation.

STP-E-0002 : SAO TOME ET PRINCIPE (SAO TOME)**INSTITUT SUPERIEUR POLYTECHNIQUE**

(IR en cours) Ce conseiller pédagogique Français Langue Etrangère (FLE) sera en charge du Département de français à L'institut Supérieur Polytechnique (ISP). Il assurera la formation initiale et continue des professeurs de français du système éducatif santoméen. Il participera à la réflexion conduite par le ministère de l'Education sur la rénovation de l'enseignement. Dans ce cadre il aura pour mission de concevoir et mettre en œuvre les actions de formation dans le domaine du français langue étrangère et d'assurer le suivi pédagogique des professeurs dans leurs établissements d'enseignement. Il exercera ses activités dans cet établissement dans le cadre d'une étroite concertation avec l'Alliance française. Au cours de sa mission à Sao Tomé, il devra porter une attention toute particulière à la prise de responsabilité d'homologues nationaux, le poste étant aujourd'hui largement en substitution. Le candidat doit être titulaire d'une maîtrise ou d'un DESS de français langue étrangère et justifier d'une solide expérience en matière d'enseignement du FLE, de conseil pédagogique et de formation de formateurs. Appelé à évoluer dans un environnement lusophone, il devra si possible maîtriser la langue portugaise. La pratique de l'informatique (traitement de textes, Internet...) est indispensable.

VIE-SR-0017 : VIETNAM (HANOI)**UNIVERSITE DE HANOI**

(IR en cours) Le chef de projet « Pôles Universitaires français au Vietnam (PUF) » est basé à l'Université Nationale de Hanoi. Il a pour mission de coordonner la création de deux pôles universitaire à Hanoi et Ho Chi Minh Ville, sous l'autorité du premier ministre Vietnamien et en relation avec le Ministère de l'Education. Les finalités des pôles sont les suivantes : mettre en place et développer des formations –françaises et conjointes- conformes aux standards internationaux de qualité (LMD), développer un modèle d'action qui accompagne les Universités vietnamiennes dans leur évolution, promouvoir une articulation avec la recherche. Placé sous l'autorité du Conseiller de Coopération et d'Action culturelle, il devra : consolider la mise en place de consortiums d'établissements français d'enseignements supérieurs qui épauleront les PUF, assurer la mise en place et le fonctionnement de la structure juridique et de pilotage ad hoc, veiller à la mise en œuvre des formations dans les domaines prioritaires ayant été retenus dans l'accord-cadre franco-vietnamien, achever la construction du projet du Fonds de Solidarité Prioritaire (FSP) d'appui à la création des PUF au Vietnam et assurer sa mise en œuvre.

Ce candidat devra être un professeur d'université, ayant exercé des responsabilités importantes dans un établissement d'enseignement supérieur ou une administration centrale, posséder une excellente connaissance du système français, être négociateur expérimenté et gestionnaire rigoureux, maîtriser l'informatique et l'anglais, et avoir une expérience à l'international en Asie de préférence.